



ACTION DAYS **8 & 9 JULY 2019**

CLIMATE CAMP: 2 - 11 JULY, BASEL



Bâle, le 17 juillet 2019

Le Ministère Public du Canton de Bâle-Ville s'attaque de façon disproportionnée aux activistes non-suisse qui ont participé à l'action contre UBS et CS - Protéger le climat n'est pas un crime !

Il y a une semaine, des activistes ont bloqué avec une protestation pacifique le siège du Credit Suisse à Zurich et le siège de la banque UBS à Bâle, afin de critiquer leurs investissements néfastes pour le climat. Environ 100 activistes ont par la suite été arrêtés pendant presque 48 heures. Un activiste est toujours en garde à vue.

Parmi les activistes se trouvaient plusieurs ressortissants d'autres pays. Le Collective Climate Justice est fier de faire partie d'un mouvement international, d'autant plus que le changement ne fait pas halte aux frontières.

Les activistes non-suisse ont été soumis à des interdictions de séjour pour une durée de deux à trois ans. Le Ministère Public du Canton de Bâle-Ville a justifié cette mesure en insistant sur la mise en danger des relations internationales de la Suisse. Le Collective Climate Justice et le parti allemand « Die Linke » répondent à ceci que cette mesure disproportionnée risque de compromettre bien d'avantage les relations entre les deux pays que la participation d'activistes d'origine allemande au blocage de la semaine passée. Tobias Pflüger, député du Bundestag et membre du parti « Die Linke » a annoncé qu'il pense examiner cet événement plus en détail. « Une interdiction d'entrée sur le territoire est une mesure incompréhensible. Nous ne pouvons pas accepter cela. »

Avec l'interdiction d'entrée sur le territoire on ôte aux ressortissants non-suisse le droit de s'exprimer politiquement en Suisse. En même temps, les grandes banques suisse peuvent investir sans restriction dans les énergies fossiles et, par ce fait, contribuer au réchauffement climatique. En outre, l'interdiction empêche le Collective Climate Justice de soutenir, avec des conseils juridiques, les activistes concernés.

Helena Pantelidis du comité exécutif de DIE LINKE Freiburg est également indignée par le procédé des autorités suisse : « Les intérêts des banques et des multinationales, qui agissent au niveau global, sont fortement responsables pour l'urgence climatique actuelle. Pour cette raison, une protestation transfrontalière n'est pas seulement légitime, mais nécessaire. La destruction climatique ne s'arrête pas aux frontières. Ce sont ces interdictions d'entrée sur le territoire qui troublent les relations entre la Suisse et l'Allemagne, et non pas l'activisme en commun !»

Il est choquant que des villes comme Bâle et Zurich, qui ont déclaré l'urgence climatique, protègent avec leurs polices et leurs Ministères Publics le mode d'affaire destructeur de ces banques en soumettant les activistes à une répression disproportionnée. « Ce sont les investissements dans les énergies fossiles qui doivent être stoppés par les autorités, pas les activistes qui se mettent devant les banques », soutient Frida Kohlmann, porte-parole du Collective

Climate Justice. C'est pour cette raison que le Collective Climate Justice demande l'annulation immédiate de ces ordonnances pénales.

Le Collective Climate Justice se réjouit de l'incroyable solidarité qu'il a reçu de la part des activistes écologistes à travers l'appel aux dons Campax et la pétition en ligne. La pétition a déjà réuni 7'000 signatures et 32'000 CHF ont été récoltés.

Plus d'informations et contact :

- Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site <https://www.climatejustice.ch>
- Si vous avez des questions, veuillez contacter medien@climatejustice.ch ou appeler Frida Kohlmann (+41 77 909 76 83[1]).
- Photos des actions : <https://www.flickr.com/photos/182591369@N08/>
- Campagne de dons pour les militant.e.s climatiques arrêté.e.s. : <https://www.campax.org/fr/node/520>